



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 3680

Texte de la question

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

M. le président. La parole est à M. Marc Dolez, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Marc Dolez. Monsieur le Premier ministre, la mise en garde de ce grand quotidien économique français est particulièrement éloquente : " Il ne faut pas prendre à la légère les récentes réductions d'emploi de PSA Peugeot Citroën, BNP Paribas ou la Société générale. Ce sont les premiers signes concrets du chaos de la zone euro. " En effet, pour rassurer les marchés financiers et les agences de notation, ces trois grandes entreprises viennent d'annoncer la suppression de milliers d'emplois. Les banques font payer à leur salariés le prix de la folie spéculative d'un système devenu opaque et incontrôlable ; alors que ses bénéfices ont progressé de 18 % au premier semestre, PSA supprime plus de cinq mille postes en France.

Le secteur de l'automobile et des sous-traitants est en première ligne, comme en témoignent les graves menaces qui pèsent sur les emplois des 2 700 salariés de Sevelnord à Hordain, des 480 salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium ou des 140 salariés de Préciturn à Thiers, dans le Puy-de-Dôme.

La multiplication des plans sociaux et l'accélération des restructurations laissent présager une nouvelle et forte dégradation de l'emploi, synonyme de drames humains et de désagrégation du tissu social. Rassurer les marchés, c'est supprimer des emplois. Il est grand temps d'affronter la finance pour défendre et reconquérir notre industrie qui a perdu 700 000 emplois en dix ans.

Monsieur le Premier ministre, votre gouvernement est-il prêt à s'engager dans cette voie, ce qui supposerait notamment, comme le proposent les députés du Front de gauche, d'interdire les licenciements boursiers, de donner de nouveaux droits aux salariés et à leurs comités d'entreprise, de contrôler l'utilisation des aides publiques et de renforcer la présence de l'État dans le capital des entreprises stratégiques ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député Marc Dolez, permettez-moi de rappeler, concernant la situation de l'emploi en France, que le marché a créé 160 000 emplois nets depuis le début de l'année.

M. Albert Facon. Et combien en a-t-il supprimé ?

M. François Baroin, *ministre*. L'évolution de l'économie internationale, le ralentissement américain, les interrogations dans les pays émergents, l'instabilité de la zone euro amènent naturellement certaines entreprises, non pas à ajuster la voilure en procédant à des plans sociaux, mais à réduire leurs investissements.

M. Pierre Gosnat. Mais pas les dividendes aux actionnaires !

M. François Baroin, *ministre*. Concernant PSA, les choses sont claires : son président Philippe Varin a pris des engagements vis-à-vis du chef de l'État la semaine dernière.

M. Christian Paul. On sait ce que ça vaut !

M. Jean-Paul Lecoq. Cela ne vaut rien et vous le savez !

M. François Baroin, *ministre*. Il n'y aura pas de suppressions d'emplois à PSA en France dans les semaines, les mois ou les années qui viennent, il n'y aura pas d'impact ni à Aulnay ni à Sevelnord. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Le même esprit nous animait hier lorsque nous avons reçu, avec Éric Besson, le patron d'Areva. Une fuite,

immédiatement démentie par la direction, avait fait état de suppressions d'emploi ; il n'y aura pas de suppressions d'emploi à Areva en France.

De même, l'État a fixé une ligne très claire : là où il est actionnaire, là ou, directement ou indirectement, de près ou de loin, il a son mot à dire, l'emploi ne sera pas une variable d'ajustement, malgré la crise ou le ralentissement économique.

M. Philippe Plisson. C'est de l'économie administrée ! Où est le libéralisme ?

M. François Baroin, *ministre*. Enfin, la nécessité d'augmenter leurs fonds propres constitue pour les banques une pression supplémentaire. Elle procéderont à des plans de départs volontaires sur les activités qui touchent à l'international dans le domaine de l'investissement, mais nous serons attentifs à ce qu'il n'y ait pas d'impact sur les banques de détail, autrement dit, pour parler clairement, sur le territoire national. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Marc Dolez](#)

Circonscription : Nord (17^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3680

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 24 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 24 novembre 2011